

Québec (1987) *Répertoire toponymique du Québec, 1987.*
Québec, Les Publications du Québec, 1900 p.

Jean Nadeau

Volume 33, numéro 89, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022038ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022038ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nadeau, J. (1989). Compte rendu de [Québec (1987) *Répertoire toponymique du Québec, 1987*. Québec, Les Publications du Québec, 1900 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 33(89), 279–280. <https://doi.org/10.7202/022038ar>

QUÉBEC (1987) *Répertoire toponymique du Québec, 1987*. Québec, Les Publications du Québec, 1900 p.

Après le *Répertoire géographique du Québec* (1969) et le *Répertoire toponymique du Québec, 1978* (1979), la Commission de toponymie nous propose une nouvelle somme toponymique comptant pas moins de 1900 pages : le *Répertoire toponymique du Québec, 1987*. Coïncidant avec les 75 ans d'une pratique toponymique de la part de l'État québécois, ce répertoire regroupe l'ensemble des toponymes, odonymes exceptés, ayant fait l'objet d'une officialisation par la Commission. L'évolution du nombre des entrées toponymiques au fil de ces trois répertoires témoigne des efforts consentis par la Commission de toponymie dans la réalisation de son mandat et qui consiste, entre autres, en l'inventaire et la conservation des noms de lieux. En effet, le nombre de toponymes qui, dans le *Répertoire géographique du Québec*, est de 45 000 en 1969, passe à 75 000 en 1979 pour finalement atteindre 105 000 en 1987. Parmi ces entrées figure également un certain nombre de toponymes non officiels dits variantes. Ces dernières, qui sont au nombre d'environ 12 000 dans la présente édition, regroupent, entre autres, des noms tombés en désuétude ou qui ont été modifiés par suite d'une correction de leur graphie, de même que quelques « toponymes » francisés, vestiges d'une époque pas très lointaine et qui, du moins espérons-le, serait aujourd'hui tout à fait révolue.

Cette foule d'informations toponymiques ne constitue toutefois pas une liste exhaustive des noms de lieux du Québec. Un rapide survol du nombre total de toponymes regroupés par entité (p. xxi à xxvii) montre en effet que les micro-toponymes, notamment, n'y sont pas légion et que ce champ constitue un de ceux qui restent à explorer. Il serait d'autant plus injuste de considérer ce répertoire comme un ouvrage exhaustif quand on connaît la quantité importante de renseignements de tous ordres (toponymiques, linguistiques, historiques, etc.) qui sont recueillis lors de la réalisation des enquêtes toponymiques et qui témoignent, à leur manière, de la mémoire collective d'un peuple.

Pour en venir à l'ouvrage proprement dit, mentionnons qu'il se divise en deux parties. La première, qui ne compte que quelques pages (p. xi à xxvii) à l'exception de la présentation et du passage consacré à l'historique, au mandat et aux activités de la Commission, est constituée d'un guide d'utilisation de même que d'un lexique des divers types d'entités figurant dans le répertoire. Ce lexique constitue d'ailleurs une innovation fort pratique par rapport au répertoire précédent. La seconde quant à elle, infiniment plus volumineuse, regroupe l'information toponymique proprement dite. Les toponymes y sont classés en ordre alphabétique continu et chaque nom de lieu est accompagné d'une référence au type d'entité géographique qu'il désigne. S'ajoutent à cela trois types de données qui renvoient à la localisation spatiale de l'information géographique, à savoir l'identification de la division de recensement et de la municipalité dans laquelle se trouve le toponyme, ainsi que des coordonnées géographiques de l'entité en question. L'indication du nom de la municipalité constitue un changement important en regard de l'édition précédente dans laquelle figurait plutôt le nom du canton ; cette amélioration facilite le repérage, du moins mental, de la région du Québec d'où provient le toponyme. L'information est finalement complétée par l'identification du feuillet cartographique (échelle 1 : 50 000 du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) sur lequel apparaît l'entité nommée.

Malgré le caractère par essence plutôt austère d'un tel répertoire, il n'en demeure pas moins l'outil de référence obligé en matière de toponymie québécoise. Toutefois, bien que des progrès sensibles aient été accomplis quant à la diffusion de la toponymie officielle, il est déplorable de constater que cet ouvrage ne soit pas systématiquement consulté comme en témoignent nombre d'écrits d'origines diverses — universitaire, journalistique, etc. Une telle omission est d'autant plus inexcusable dans des documents issus de l'administration publique laquelle, en vertu des dispositions de la Charte de la langue française, se doit d'utiliser les toponymes officiels et au demeurant leur graphie exacte.

Cela dit, il est cependant peu probable que ces lacunes puissent être comblées par ce nouveau répertoire puisqu'il est réaliste de croire que sa diffusion sera handicapée par le prix nécessairement élevé (89,95 \$) que commande un ouvrage d'une telle qualité.

Jean NADEAU
*Ministère de l'Énergie et
des Ressources, Québec*

COURVILLE, S. et LABRECQUE, S., avec la collaboration de J. FORTIN (1988)
Seigneuries et fiefs du Québec, nomenclature et cartographie. Québec, Université Laval, Outils de recherche du Celat, n° 3, 202 p.

Voilà un travail géographique essentiel au développement de la recherche sur la société québécoise, et particulièrement sur les transformations de ses territorialités sur une longue période de temps. Comme le signale la préface que signe Alain Vallières de la Commission de toponymie, *Seigneuries et fiefs du Québec* est le fruit d'une collaboration instaurée entre la recherche universitaire et la Commission.

Le livre se divise en deux parties. La première, que l'on doit à Serge Courville, est consacrée à la présentation de neuf cartes anciennes qui décrivent la conformation de l'espace seigneurial québécois à différentes étapes de son évolution. Ces cartes étant d'échelles et de projections différentes, les tracés des limites seigneuriales qui y figurent ont été transposés manuellement sur le fond de carte topographique à l'échelle du 1 : 500 000, puis réduits par procédé photographique. Un code incorporé à chacune des cartes ainsi adaptées permet le repérage dans le temps des différentes unités spatiales. Dans sa présentation, après avoir rappelé le processus d'implantation des seigneuries et posé celles-ci comme unités territoriales, l'auteur remet en perspective historique la cartographie des seigneuries et termine par une réflexion sur la toponymie seigneuriale. Les cartes adaptées sont accompagnées d'un index alpha-numérique des désignations toponymiques repérées dans les cartes anciennes consultées et les cadastres abrégés des seigneuries. La seconde partie, signée par Serge Labrecque, est le complément nécessaire de la première. Il s'agit en fait d'un corpus toponymique des identités seigneuriales réalisé, pour l'essentiel, à partir des grands inventaires exécutés aux XIX^e et XX^e siècles. À lui seul, il occupe environ 120 pages. Il est tiré du mémoire que cet auteur a préparé récemment à l'Université Laval sous la direction du professeur Courville. Le corpus proprement dit est précédé d'une courte note de présentation des sources et du mode de constitution du fichier. En règle générale, les fiches toponymiques comportent quatre parties : les variantes du toponyme rencontrées dans les sources ; la localisation de l'entité territoriale ; un bref historique de la concession primitive ; et un commentaire au contenu variable. En outre, des correspondances idoines rapportent chaque fiche au code alpha-numérique de l'index et des cartes de la première partie.

Le progrès des connaissances dans l'étude du passé tient pour une bonne part à la réappropriation critique des documents historiques, ou, si l'on préfère, à leur redécouverte dans le but d'une nouvelle exploitation. C'est dire toute l'importance que prend la relation qu'établit le chercheur avec son matériau d'enquête. Il faut reconnaître à Serge Courville le mérite d'avoir entrepris la reconstitution des grands découpages de la société québécoise en soumettant les documents anciens à une investigation méthodique. Les découpages administratifs sont l'une des clés de l'étude du phénomène des territorialités. Sans cette référence, on ne saurait prétendre analyser avec rigueur l'échelle, l'expression et la cohérence spatiales d'un grand nombre de phénomènes sociaux. Que l'on songe seulement ici au problème que soulève la question des densités (population, production, etc.). Malheureusement, nous connaissons encore trop mal l'évolution des découpages anciens du territoire québécois. À cet égard, *Seigneuries et fiefs du Québec* cherche à pénétrer les processus évolutifs qui marquent les délimitations de l'espace, ses représentations graphiques et ses dénominations : une œuvre éminemment géographique au